

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



48 941



Distr.  
LIMITEE

E/CN.14/INR/39  
4 décembre 1963

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Comité permanent de l'industrie, des  
ressources naturelles et des transports  
Deuxième session  
Addis-Abéba, 3-13 décembre 1963

CONSIDERATIONS PRELIMINAIRES SUR UNE ETUDE DE LA  
LEGISLATION DES EAUX EN AFRIQUE

CONSIDERATIONS PRELIMINAIRES SUR UNE ETUDE DE LA  
LEGISLATION DES EAUX EN AFRIQUE

1. Dans tous les pays qui ont entrepris ou se proposent d'entreprendre d'importants projets d'irrigation ou de drainage, un problème se posera au plan national, celui de la répartition équitable des ressources hydrauliques limitées entre diverses catégories d'utilisation (irrigation, navigation, production d'énergie etc.).
2. Ce problème se posera aussi dans d'autres pays dont le développement n'en est pas encore au point où toutes les ressources en eau disponibles sont mobilisées et qui devront dans l'avenir mettre plus complètement en oeuvre l'ensemble de leurs réserves hydrauliques.
3. L'amélioration de l'aménagement des cours d'eau et des eaux souterraines sera indispensable pour que soit accru et maintenu le débit des eaux de bonne qualité. Cet aménagement suppose non seulement une connaissance exacte des conditions naturelles, mais aussi, une réglementation de l'utilisation de l'eau qui soit logique et facile à appliquer.
4. Au long des années, un système compliqué de "droits d'eau" s'est constitué progressivement dans un certain nombre de pays. Les détenteurs de ces droits, sur les eaux de surface, les eaux souterraines ou sur ces deux catégories d'eaux, peuvent être soit des individus, soit des collectivités locales, soit l'Etat.
5. Les conceptions relatives aux eaux, qui déterminent les limites d'exploitation tolérées, sont nécessairement fondées sur les connaissances hydrologiques disponibles à l'époque où elles ont été formulées et se ressentent de l'insuffisance de ces connaissances. Nombreuses sont les conceptions établies qui se révèlent aujourd'hui erronées du point de vue scientifique et qu'il conviendrait de réviser à la lumière des connaissances actuelles.
6. Il est suggéré d'organiser, avec la collaboration de la FAO et de l'OMS, un cycle d'étude sur la législation des eaux et sur les aspects de



l'exploitation des eaux qui relèvent de l'administration dans le dessein  
de faire ressortir la nécessité d'un renforcement des politiques nationales  
des eaux et de familiariser les participants avec les problèmes qui leur  
sont communs.

Il est important de noter que la répartition équitable des ressources hydriques  
au plan national, celle de la répartition équitable des ressources hydriques  
régionales, celle de la répartition équitable des ressources hydriques  
locales, sont des problèmes qui se posent à différents niveaux (national, régional,  
local, production d'énergie, etc.).

Le problème se pose aussi dans d'autres pays dont le développement  
n'est pas encore au point où toutes les ressources en eau disponibles  
sont mobilisées et qui doivent dans l'avenir mettre plus complètement en  
œuvre l'ensemble de leurs réserves hydriques.

L'amélioration de l'aménagement des cours d'eau et des eaux souterraines  
est indispensable pour que soit assuré et maintenu le débit des eaux de  
bonne qualité. Cet aménagement suppose non seulement une connaissance  
exacte des conditions naturelles, mais aussi, une réglementation de l'uti-  
lisation de l'eau qui soit logique et facile à appliquer.

En fait, ces années, un système complexe de "droits d'eau" a été conçu  
progressivement dans un certain nombre de pays. Les délimitations de  
ces droits sur les eaux de surface, les eaux souterraines ou sur les eaux  
catégorisées d'eau, peuvent être soit individuelles, soit des collectivités  
locales, soit l'Etat.

Les conceptions relatives aux eaux, qui déterminent les limites d'ex-  
ploitation locales, sont nécessairement fondées sur les connaissances  
hydrologiques disponibles à l'époque où elles ont été formulées et se  
ressentent de l'insuffisance de ces connaissances. Nombreuses sont les  
conceptions établies qui se révèlent aujourd'hui erronées du point de vue  
scientifique et qu'il conviendrait de réviser à la lumière des connais-  
sances actuelles.

Il est suggéré d'organiser, avec la collaboration de la FAO et de  
l'OMS, un cycle d'étude sur la législation des eaux et sur les aspects de